

32 D'ENTRE EUX ONT ÉTÉ JUGÉS HIER PAR LE TRIBUNAL D'ALGER

Paroles de harraga

Le procès, qui a duré une quarantaine de minutes, était riche en enseignements. La détresse se lisait sur les 32 harraga poursuivis pour infraction à l'article 545 du code maritime portant immigration clandestine.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - «Je suis au chômage depuis plusieurs années, et l'état de santé de mon père est grave. A Boumadfaa et à Ain-Defla, il n'y a ni travail, ni logement. Toutes les entreprises ont baissé rideau. Il n'y a aucune activité créatrice d'emplois. Les jeunes de mon âge sont au chômage. On ne dispose de rien. C'est pour cela que j'ai pris la décision de traverser la mer et d'aller chercher du travail en Espagne pour aider ma famille. Croyez-moi Madame la présidente, que si le minimum de conditions de vie existait dans notre région, je n'aurais jamais pris le large au risque de périr en haute mer.» L'émotion était à son comble, hier, au niveau de la salle d'audiences du tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed. Le témoignage de Djelloul, l'un des 32 harragas repêchés samedi dernier par les gardes-côtes, a provoqué une immense émotion parmi l'assistance.

Le procès, qui a duré une quarantaine de minutes, était riche en enseignements. La détresse se lisait sur les 32 harragas poursuivis pour infraction à l'article 545 du code maritime portant immigration clandestine. Ainsi, en voulant rejoindre l'Espagne, «pour trouver du travail, aider nos familles et se marier après», ils se sont retrouvés une semaine après leur «embarquement» au niveau du tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed. Mais avant «d'accoster» à la rue Abane-Ramdane, ils ont transité par la prison de Serkadji où ils ont été placés sous mandat de dépôt pour être jugés aujourd'hui.

Tard dans la soirée, ils ont été condamnés à six mois de prison avec sursis, alors que le représentant du ministère public a requis contre eux une année de prison ferme et 20 000 DA d'amende. Toutefois, les 32 jeunes, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas la trentaine, ne doivent leur salut qu'aux gardes-côtes de l'ANP qui les ont repêchés d'une mort certaine.

«Je suis au chômage, il n'y a pas de travail dans ma région»

Sur les 32 harragas, 28 sont originaires de Mostaganem. Les quatre autres, dont un mineur, sont

natifs de la localité de Boumadfaa, dans la wilaya de Ain-Defla. Ils se connaissent et certains sont tous cousins ou frères. La veille de leur «voyage» maritime, ils se sont donné rendez-vous près d'une plage à Mostaganem. Les quatre jeunes originaires de Ain-Defla étaient quant à eux sur les lieux depuis une semaine.

Les «formalités» avant l'embarquement ont eu lieu deux heures avant de prendre le large. Pour cela, ils doivent déboursier pour chacun d'entre eux entre 80 000 et 100 000 DA. En contrepartie, on met à leur disposition trois embarcations de fortune. «A qui vous avez remis l'argent ?» demande la présidente du tribunal à Djelloul. «C'est à quelqu'un qui était sur place et que je ne connais pas. Je lui ai remis 100 000 DA.» «Et pourquoi, vous voulez partir en Espagne ?» lui demande de nouveau la magistrate. «Je suis au chômage. Il n'y a pas de travail dans ma région. Allah ghallab, madame. Je veux aider ma famille. A Boumadfaa, il n'y a pas de travail et toutes les sociétés ont fermé.»

La juge, avec son accent oranais, repose la même question à Benaïssa. Ce dernier exerce le métier de soudeur dans une localité déshéritée située dans la

wilaya de Mostaganem. «Nous aimons notre pays Madame la juge, mais il n'y a pas de travail. On veut bien rester chez nous avec nos parents, mais Allah ghallab (c'est le destin), c'est plus fort pour moi. Je suis obligé de trouver du travail. Je suis soudeur de formation, mais je n'ai pas trouvé de boulot.» Le témoignage poignant de Benaïssa a bouleversé l'assistance. Certains, très sensibles avaient les larmes aux yeux. D'autres à l'image de la juge ont préféré baisser la tête.

«Qu'on nous donne du travail et je resterai dans mon pays»

La présidente du tribunal voulait connaître d'avantage les raisons qui ont poussé les 32 harragas à s'embarquer dans cette aventure ainsi que l'identité de la personne qui a mis à leur disposition les trois embarcations. En somme, celui qui perçut plus de quatre millions de dinars pour envoyer les 32 jeunes en haute mer. Point de réponse sur la question. Djelloul, Benaïssa, Laid, ou Kadour et tant d'autres déclarent ne pas connaître le passeur. «J'étais dans le besoin. Je voulais partir avec mon frère en Espagne pour assurer notre avenir. C'est pour gagner de l'argent et rien d'autre Madame la juge.»

«Si j'avais trouvé du travail dans mon pays, je n'aurais pas pris le risque de partir.» Des propos qui reviennent dans la bouche des trente-deux mis en cause. «Qu'on nous donne du travail, Wallah (je te le jure), je resterai dans mon pays. Je ne le ferai plus jamais.»

De nouveau, l'assistance est tenue en haleine. Les débats s'accroissent et le mystère du passeur n'est toujours pas élucidé. Vraisemblablement, la présidente du tribunal veut atteindre son objectif : celui d'identifier l'organisateur de cette tentative d'immigration clandestine et par voie de conséquence le réseau en question. «Vous avez remis de l'argent à quelqu'un que vous ne connaissez même pas et puis on vous a embarqué sans savoir quel sera votre devenir», s'est interrogé, pour la énième fois, la juge. Belhadj, la trentaine, chômeur, en prenant

la parole, il donna l'impression qu'il est le plus sage du groupe. Il déclare : «Madame la juge, tous ici que nous sommes nous n'avons ni travail ni conditions de vie adéquate. Ici, à Alger, les jeunes peuvent bouger, mais pas dans notre région. Certains ont payé beaucoup d'argent pour partir en Espagne dans le seul but de fuir la misère et trouver du travail. C'est uniquement cela. Si on trouve du travail, man à outch !» suppliant la présidente du tribunal correctionnel, lorsqu'elle leur donne la parole pour une dernière fois. «Inchallah, vous allez trouver du travail, mais j'espère que c'est la dernière fois que vous faites ce genre de chose», conclut la présidente qui après délibération sur place, condamne les 32 harragas à six mois de prison avec sursis, à leur grande joie.

A. B.

TORTURE, RESTRICTION DES LIBERTÉS ET MAINTIEN DE L'ÉTAT D'URGENCE

L'amer constat de la LADDH

Le constat de la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH) est sans appel. Son président a brossé hier un tableau peu reluisant de l'état des droits de l'homme. Maître Mustapha Bouchachi a évoqué hier les cas de torture aussi bien dans les prisons que dans les locaux de la police. Il a également parlé du maintien injustifié de l'état d'urgence et de la nécessité de favoriser les lois qui encouragent l'alternance au pouvoir. Interrogé sur l'opportunité de réviser la Constitution, le président de la LADDH a estimé que «les Etats qui changent de Constitution tous les dix ans ne donnent pas une image très sérieuse» ajoutant que la question qu'il faut surtout poser c'est l'opportunité de réviser ou pas. «A la LADDH, nous sommes favorables aux lois qui respectent l'alternance au pouvoir, celles qui garantissent les libertés». Maître Ali Yahia Abdenour a également un avis à donner à ce sujet. «Si la Constitution est changée, ça sera la 5^e fois mais le pire, c'est que nous restons dans le même régime. En principe, la Constitution change avec les changements des régimes, pas des hommes.

Chez nous, les hommes se taillent des costumes à leur convenance» dit-il. En commentant le maintien de l'état d'urgence, le président de la LADDH considère que «cette situation donne la possibilité de brimer les libertés individuelles et syndicales. Il s'octroie le droit d'organiser des manifestations lorsque cela l'arrange mais brandit l'état d'urgence dès que c'est la société civile qui veut s'exprimer». Une analyse qui mènera l'orateur à demander la levée de l'état d'urgence dans les meilleurs délais. Ce dernier n'a pas caché son indignation face aux cas de tortures de plus en plus fréquents. «Du côté des officiels, on a toujours évité d'en parler mais il faut savoir que beaucoup de citoyens s'en plaignent publiquement devant les tribunaux mais sans qu'aucune juridiction ne se saisisse de l'affaire. La semaine dernière, l'administration pénitentiaire est passée à la vitesse supérieure. Des prisonniers ont été torturés à la prison d'El Harrach par les gardiens. Ce qui s'est passé prouve la légèreté avec laquelle sont piétinées les conventions internationales. Je souhaite l'ouverture d'une enquête sur ce qui s'est passé.» Sur un tout autre chapitre, Maître Bouchachi a appelé à l'ouverture d'un débat national sur la suppression de la peine capitale et au respect des libertés syndicales. Présent aux côtés du président de la LADDH, Maître Daoud a longuement parlé des harragas, évoquant des cas de disparition de jeunes rêvant de rejoindre l'Europe par tous les moyens. «Des dizaines de familles sont persuadées que leurs enfants sont emprisonnés en Tunisie. Ces disparus sont des citoyens algériens et méritent toute l'attention des pouvoirs publics.»

N. I.

ANNABA

Les bétonneurs de plages

Dernière trouvaille des massacreurs de la nature : bétonner les plages ! Et pas n'importe laquelle. Depuis quelques jours, la fameuse plage Chapuis de Annaba fait l'objet d'un outrage unique dans les annales. Pour on ne sait quelle raison, une entreprise est en train de couler du béton sur toute la largeur de la plage, sur une largeur dépassant les deux mètres.

D'ici la fin des travaux, qui sont menés à un rythme accéléré, il ne restera pas grand-chose du site, réduit à un long et étroit couloir de sable. La belle plage qui a résisté à tant d'agression par le passé ne pourra plus accueillir les milliers d'estivants qui la prennent d'assaut chaque été, ni toutes les colonies de vacances qui la préfèrent pour sa proximité des centres d'accueil et la sécurité qui y règne de nuit comme de jour.

Et lorsque la police, la protection civile, la kheima venue du Sud, ainsi que les aires de jeux du ministère de l'Environnement s'y installent, les baigneurs n'auront plus qu'à chercher ailleurs un rivage plus accueillant.

Ce véritable crime contre la nature est le dernier d'une série d'agressions qui ont transformé Annaba en une ville grise, bouffée par le béton. Les dizaines d'eucalyptus centenaires du rond-point de Bouhdid ne sont plus que quelques arbres à

résister à l'avance du béton. Du côté de Sidi Achour, la construction des cités AADL s'est faite au détriment de la belle forêt qui oxygénait cette partie de la ville. Il est utile, dès maintenant, de lancer un plan de sauvetage de ce qui reste du boisement !

Depuis l'indépendance, on ne compte plus les agressions commises contre les espaces verts. Les superbes jardins publics laissés par la colonisation ont subi dégradations et détournements : une salle omnisports affreuse, monstruosité de tôle ressemblant à un dépôt de céréales, a été installée dans le beau jardin jouxtant le stade vélodrome et le célèbre «Djenina» faisant face au cinéma «Rex» est assailli de cafés, de kiosques et d'espaces commerciaux.

Dans toute la ville, chaque parcelle non construite est «happée» par la machine à ponde des «villas» affreuses, cubes de béton sans génie construits



Un crime contre la nature.

selon la formule des garages + 3 ! Annaba est la seule ville du pays où des constructions «licites» surgissent dans les espaces verts des cités d'habitation. Au niveau de Zaâfranina, les locataires d'un immeuble ont eu la mauvaise surprise, en ouvrant leurs fenêtres, de tomber sur un chantier de construction d'une bâtisse qui allait leur boucher totalement la vue. Ils ont écrit, gueulé, déployé des banderoles... Rien n'y fit car, dans la ville où la loi appartient aux plus forts, les faibles n'ont qu'à courber la tête !

L'épisode de la plage «Chapuis» est un chapitre de plus à inscrire dans le lot des crimes qui ne se comptent plus et que personne n'ose dénoncer.

Heureusement que juste à côté, des femmes et des hommes courageux ont pris leur responsabilité pour dire «NON» au ministre Amar Ghoul et à une société japonaise pour leur plan effrayant visant à porter un coup décisif à la faune et à la flore du parc naturel d'El Kala.

Qui sauvera Chapuis ?
R. A.